



[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, lire en ligne ou [téléchargez une version PDF](#)

## Bulletin de l'ISP sur la privatisation : 23 juin 2018

L'ISP a organisé un [atelier sur la soutenabilité de la dette](#) à Castries, Sainte-Lucie, avec la participation des organisations Jubilee USA network et Jubilee Caribbean. Cet atelier a permis d'examiner des études de cas et de discuter de l'impact des récents ouragans. Les affiliés de l'ISP de la sous-région des Caraïbes ont adopté [une déclaration commune sur la soutenabilité de la dette et le financement du développement](#) à Castries, Sainte-Lucie, le 5 juillet.

---

« Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre le développement durable ; des changements politiques fondamentaux sont nécessaires pour réaliser le potentiel de transformation des ODD ». Tel est le message essentiel du rapport [Spotlight 2018](#), l'évaluation indépendante la plus complète de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ce rapport a été divulgué le jour de l'ouverture du Forum politique de haut niveau des Nations Unies à New York par une coalition mondiale d'organisations de la société civile et de syndicats.

L'ISP publiera une édition spéciale du *Privatization Watch* sur les résultats du Forum politique de haut niveau comprenant une [synthèse du travail réalisé par l'ISP et ses partenaires lors du Forum](#) et sur l'Agenda 2030 pour le développement durable.

---

## Afrique & pays arabes

1) Afrique du Sud : Marianne Thamm, du quotidien Daily Maverick, raconte l'histoire de [la difficile externalisation de l'Agence de sécurité sociale d'Afrique du Sud \(SASSA\)](#). « La particularité de notre histoire réside dans le fait que les bénéfices **ont été réalisés au détriment des personnes les plus vulnérables d'Afrique du Sud, qui ont besoin des allocations sociales pour rester en vie.** (...) L'entreprise Cash Paymaster Services a connu un parcours enchanté en dépit des décisions du tribunal constitutionnel prises à son encontre. L'appel d'offres illégal de l'entreprise pour payer les allocations sociales a été prolongé trois fois pour éviter une catastrophe nationale 'autogénérée' de Sassa et Dlamini en avril 2017, au moment où le contrat était censé arriver à échéance ».

2) Afrique du Sud : **Nomvula Hadi, la Présidente régionale du syndicat des employés municipaux South African Municipal Workers Union (SAMWU) de Port Elizabeth**, a expliqué [que les employés municipaux publics avaient entamé une grève](#) en raison des « litiges sur les conditions d'obtention des allocations pour les travailleurs et sur **l'internalisation des personnes travaillant depuis longtemps sous contrat**, et parce que la municipalité faisait appel à des avocats pour les audiences disciplinaires et la réintégration des employés mis à pied ».

3) Afrique du Sud : [Les membres du syndicat des employés municipaux South African Municipal Workers' Union \(SAMWU\) ont organisé un piquet de grève pendant la pause de midi](#) devant les locaux de la municipalité de Sol Plaatje, dans la province du Cap-du-Nord. « Les membres du syndicat ont fait savoir que les heures supplémentaires des employés de la brigade des sapeurs-pompiers n'avaient pas été payées depuis 2014 et **ils demandent également que tous les travailleurs sous contrat soient employés de façon permanente** ».

4) Éthiopie : Répondant à une forte pression financière et au manque de marché des changes, le gouvernement a fait part de son [intention de privatiser de nombreuses entreprises publiques](#). « Mais un parti de la coalition au pouvoir sollicite une réunion d'urgence, affirmant que ces réformes radicales **ont été décidées sans consultations en bonne et due forme**. La déclaration du Front de libération du peuple du Tigray (TPLF) représente l'une des plus grandes difficultés qu'ait rencontrées le Premier ministre Abiy Ahmed jusqu'à présent ». **La Banque mondiale a exhorté Addis-Abeba** « d'instaurer des cadres de réglementation satisfaisants pour bénéficier de la croissance économique générée par la privatisation ». [La privatisation est également encouragée par un dirigeant du secteur foncier, Ermias Amelga, un ancien habitué de Wall Street](#). Les entreprises à privatiser [comprennent](#) notamment Ethiopian Airlines, Ethio Telecom, ESLSE, les chemins de fer, des compagnies d'électricité, des zones industrielles, des raffineries de sucre, des hôtels et d'autres actifs. Or, **Getachew Alemu**, un consultant spécialisé dans les investissements et le développement comptant plus de 13 ans d'expérience avec le gouvernement et le secteur privé, fait remarquer « **qu'il y a une multitude d'histoires et d'études sur l'échec, le chaos et les crises économiques résultant de privatisations malavisées dans les pays en développement, de l'Asie à l'Amérique latine** ».

5) Gabon : [Le gouvernement et Veolia se disputent le contrôle du système d'eau du pays](#). « Le 16 février, **les autorités gabonaises ont physiquement pris possession du siège de l'entreprise** qui était détenu à 51% par l'entreprise française et ont annulé sa concession suite à un différend lié à la qualité du service. Le 8 mars, **Veolia a déposé une plainte au Centre international de la Banque mondiale pour le règlement des différends relatifs aux investissements**, après un mois de tentatives infructueuses d'apaiser la situation. Le litige repose sur les allégations du gouvernement du président Ali Bongo Ondimba, selon lesquelles **Veolia a fourni des services de piètre qualité et n'a pas investi l'argent convenu dans les infrastructures et l'entretien** ». Le Gabon « est un marché africain important pour Veolia. En Afrique, le groupe français est également présent en Égypte, au Maroc et au Niger. (...) Veolia dégage régulièrement **un chiffre d'affaires d'environ un milliard EUR de ses activités en Afrique** ».

6) Nigeria : Le directeur général du Bureau des entreprises publiques (BPE), Alex Okoh, déclare que **la privatisation ou la commercialisation de certains actifs du gouvernement fédéral** ont rapporté environ 550 milliards NGN (autour de 1,5 milliard USD). M. Okoh a affirmé que ce « n'était pas [une manière inhumaine de priver les travailleurs de leurs droits](#) étant donné que ces facteurs avaient été pris en compte avant que l'institution ne soit privatisée ».

7) Nigeria : Le [Projet sur les droits socioéconomiques et la responsabilité \(SERAP\)](#) a engagé des poursuites contre le Ministre de l'Électricité, des Travaux et du Logement, Babatunde Fashola, parce qu'il « [n'a toujours pas donné d'explications sur les dépenses engagées pour la privatisation du secteur de l'électricité ni divulgué le montant exact des dépenses faisant suite à la privatisation](#) des entreprises de production d'électricité (GENCOS) et de distribution d'électricité (DISCOS) et de l'entreprise de transmission du Nigeria, et qu'il n'a pas précisé si ces dépenses provenaient d'affectations budgétaires ou d'autres sources ».

8) Nigeria : Le Commissaire de la santé de l'État d'Adamawa [assure que l'hôpital de spécialistes de Yola ne sera pas privatisé](#), mais admet que « **le gouvernement a opté pour un partenariat public-privé avec la Banque d'infrastructure** pour financer le projet qui permettra, au final, de placer l'hôpital en meilleure position pour dispenser des services de qualité ».

9) Tunisie : D'après Samir Saied, Vice-président de BlackRock London, si l'on ne tire pas d'enseignements des leçons du passé, [la privatisation ou la fusion des trois banques publiques](#) STB, BNA et BH **pourrait se traduire par « une seconde catastrophe ».**

## Asie-Pacifique

10) Australie : Le syndicat du secteur public **Community and Public Sector Union (CPSU)** souhaite avant tout « [éviter la privatisation](#). Les membres du CPSU remportent actuellement le soutien de la population locale pour déjouer d'importantes privatisations et réductions. Certes, nous n'avons pas encore contrecarré les propositions de privatiser le système de visas et Centrelink, mais nous savons que nous pouvons gagner : les membres du CPSU, en travaillant ensemble, ont déjà fait reculer la privatisation de Medicare, d'Australian Hearing et d'ASIC, l'instance gouvernementale de réglementation des entreprises. La population approuve le travail que nous réalisons. **Près de 8000 personnes se sont associées à la campagne contre la privatisation du système de visas.** Plusieurs centaines de donateurs ont rassemblé plus de 17.000 AUD uniquement le mois dernier pour mettre fin aux réductions opérées sur ABC. Et plus de 3000 membres de la communauté **ont déposé des demandes contre la privatisation de Centrelink** ».

11) Australie : En Nouvelle-Galles du Sud, [de nouveaux frais et taxes font leur apparition au bureau d'enregistrement des titres fonciers, qui a été privatisé récemment](#) – dont une nouvelle amende de 50 AUD à chaque fois qu'une erreur apparaît dans un enregistrement. « **Les nouveaux frais et taxes appliqués pour de simples erreurs humaines montrent le pire aspect du secteur privé, déclare le Ministre des Finances de l'opposition, Clayton Barr.** Quand le Bureau d'information du foncier et de la propriété était aux mains du public, les erreurs étaient corrigées gratuitement sous la forme d'un service rendu à la population, mais avec les exploitants privés, une simple faute de frappe sur un document vous coûte 50 AUD'. Il estime que le nombre d'erreurs se chiffrait à plusieurs milliers chaque année. Les autorités de Nouvelle-Galles du Sud ont plafonné l'augmentation des taxes au niveau de l'inflation alors qu'elles ont cédé le cadastre à un groupement privé pour 2,6 milliards AUD l'année dernière. Mais des taxes supplémentaires – dont 138,80 AUD pour l'enregistrement d'un intérêt en cours dans une propriété et 50,90 AUD pour des erreurs matérielles – **sont appliquées depuis** ». Le *Telegraph* indique que c'est un milliardaire italien qui est « [l'un des principaux vainqueurs de la privatisation du Bureau d'enregistrement des titres fonciers](#) ».

12) Australie : [Les autorités de Nouvelle-Galles du Sud réévaluent actuellement leur politique en matière de partenariats public-privé](#). « La Nouvelle-Galles du Sud craint de ne pas trouver assez de prestataires pour construire les 80 milliards AUD d'infrastructures nécessaires sur les quatre années à venir si elle ne gère pas mieux le risque de construction et **si elle ne réduit pas la taille des contrats**, afin de permettre aux petites entreprises de rivaliser avec les plus grandes. **La taille moyenne des nouveaux projets d'infrastructure sociale dans le cadre de partenariats public-privé a plus que doublé** au cours des cinq ans précédant l'année 2015 et s'élève à environ 753 millions AUD par rapport à la période de cinq ans avant 2010, d'après Allens. **Certains PPP ont également été sujets à controverse, tels que l'hôpital Maitland, dont la construction va désormais être prise en charge par le gouvernement suite à l'opposition à la privatisation de l'hôpital.** M. Donnelly précise que les gouvernements doivent mieux planifier les PPP, compte tenu de l'augmentation de la taille des projets, et veiller à ne pas précipiter les propositions sur le marché pour satisfaire des calendriers politiques ».

13) Inde : Julie Snorek, chercheuse à l'université autonome de Barcelone, a travaillé sur un atlas dans le cadre du projet [Environmental Justice](#), et a contribué à définir les [dix plus grandes batailles judiciaires en matière d'environnement](#), notamment un conflit au sujet de la privatisation des ordures à **Delhi, où « les habitants de la**

**classe moyenne et les personnes qui s'occupent du recyclage de manière informelle se sont associés pour s'opposer à la privatisation de la gestion des déchets et à l'incinération** ». L'organisation [Alliance mondiale des récupérateurs](#) défend le secteur informel du recyclage dans plus de 28 pays.

14) Inde : Expliquant la différence d'attitude entre les médecins et les patients, le **Dr. Ravindranath, de la Doctors Association for Social Equality** (Association de médecins pour l'égalité sociale) affirme que « nous devons dispenser des soins de santé de qualité à tous. Cela favorisera la confiance à l'égard des médecins également. [À cause de la privatisation, les patients continuent de penser que les médecins font leur métier pour l'argent](#). Les gens pensent que les médecins procèdent à des actes inutiles pour l'argent, **ce qui est essentiellement dû à la privatisation de la santé en Inde**. Notre système éducatif devrait veiller à ce que nous ne fabriquions pas des médecins comme s'il s'agissait de machines ».

15) Indonésie : La **Coalition des habitants de Jakarta opposés à la privatisation de l'eau (KMMSAJ)** a déposé au tribunal du district central de Jakarta [un mémorandum pour contester la révision judiciaire demandée par le ministère des Finances au sujet de la privatisation de l'eau](#). « La Cour suprême a statué en faveur de la société civile. Nous sommes très déçus de constater que le ministère des Finances ne l'accepte toujours pas », déclare le représentant des requérants, Nurhidayah, selon les propos rapportés par kompas.com. Avec cette révision judiciaire, le ministère des Finances tente de contester la décision de la Cour suprême ».

16) Nouvelle-Zélande : Les médecins éminents du pays sont soulagés de voir que [le conseil de santé de district de Tararanki « a finalement mis un frein à sa tentative de privatiser le laboratoire de l'hôpital](#) après avoir tergiversé sur la question », note **Ian Powell, le Directeur exécutif de l'association de spécialistes Association of Salaried Medical Specialists (ASMS)**. « L'ASMS avait commencé à engager un recours contre le conseil de santé de district de Taranaki sur cette question auprès de l'Autorité des relations de travail car le service de laboratoire est vraiment indispensable pour permettre aux spécialistes de l'hôpital de prendre des décisions cliniques et dispenser des soins de qualité aux patients. **En essayant d'imposer la privatisation, le conseil de santé n'a pas respecté les obligations vis-à-vis desquelles il s'était engagé en signant notre convention collective nationale** ».

17) Thaïlande : Des entreprises privées se présentent comme soumissionnaires potentiels pour [le projet de construction de l'aéroport U-Tapao, à Rayong, qui s'élève à 200 milliards THB \(environ 6 milliards USD\)](#). « **Un partenariat public-privé est la méthode d'investissement la plus probable pour ce projet**, a annoncé l'Admiral Naris. Toutefois, il n'est pas décidé pour l'instant si le projet à 200 milliards baht sera divisé ou non en plusieurs contrats ou si un unique document comportant les termes du mandat pourra s'appliquer à l'ensemble du mégaprojet, a-t-il ajouté ».

18) Vietnam : La **zone de libre-échange Union européenne-Vietnam**, qui devrait donner lieu à un accord cette année, [pourrait se traduire par une vague de privatisations](#). « Les entreprises vietnamiennes devraient également être conscientes des difficultés que posent les accords de libre-échange, en particulier l'EVFTA (Accord de libre-échange UE-Vietnam). Ces accords sont liés à des exigences en haut-lieu provenant du marché européen en termes de transparence et de concurrence, aussi bien pour les entreprises privées que publiques. L'accord de libre-échange **ne cherche pas forcément une privatisation totale, mais** plutôt l'ouverture des secteurs économiques dans lesquels les entreprises publiques sont présentes. Les entreprises vietnamiennes peuvent s'attendre à constater un impact dû à ce processus, à condition que l'accord de libre-échange **encourage des réformes des marchés publics** ».

19) Vietnam : **Nguyen Khac Giang, chercheur à l'Institut vietnamien de recherche en économie et politique**, pense que le secteur public perd actuellement le contrôle des terrains publics. « [La corruption explose parallèlement à la privatisation et atteint de nouveaux records](#). (...) Cette situation semble évidente pour la

population depuis longtemps, mais elle est encore plus flagrante depuis quelque temps, alors que les tentatives de privatisation au Vietnam n'ont jamais été aussi fortes. L'objectif actuel est de réduire à 150 le nombre d'entreprises publiques d'ici à 2020. C'est important. Non seulement pour nos citoyens ordinaires dont le logement se trouve sur ces 'terrains publics' mais aussi pour l'ensemble de notre société. Les terres du Vietnam sont actuellement chiffrées à 34 milliards USD, le bien le plus précieux pour le public. La moitié de cette ressource d'une grande valeur est gérée par de nombreuses entreprises et autorités. Pour le gouvernement, notre terre représente, littéralement, des sacs de billets ».

20) Vietnam : [Le gouvernement a fait passer de 15% à 20% les capitaux privés en faveur des 'partenariats public-privé](#) ». « Le gouvernement vietnamien encourage les investissements sous la forme de PPP dans les secteurs du transport, de la production et de la transmission d'électricité, des services publics de distribution, des **infrastructures sociales** et commerciales et du développement agricole et rural. D'autres sous-secteurs peuvent également être ciblés si le Premier ministre le juge utile ».

## Amériques

21) Antigua et Barbuda : Alors que Barbuda continue de se reconstruire après le passage de l'ouragan Irma, des craintes se font entendre au sujet de [la privatisation de la propriété foncière](#). « La nouvelle loi favorise la privatisation en délivrant des titres de propriété privée aux habitants de Barbuda, mais en rattachant ces titres au village historique de Codrington, ce qui compromet l'utilisation traditionnelle des terres pour l'exploitation agricole et le pâturage et limite l'accès aux magnifiques plages de sable rose ». Les habitants de Barbuda « [expriment leur frustration d'être exclus des discussions sur l'avenir de leurs terres](#) », écrit le *Huffington Post*.

22) Argentine : La longue et difficile grève de deux mois contre EPEC, l'entreprise publique d'électricité de Cordoba, [s'est intensifiée](#) sans laisser entrevoir de dénouement. Les travailleurs, représentés par le syndicat **Sindicato Regional de Luz y Fuerza (SiReLyF)**, disent que l'intention de l'entreprise d'externaliser le relevé des compteurs résidentiels et d'adopter des mesures qui s'apparentent selon eux à une « flexibilisation du travail » **constitue une étape vers la privatisation**.

23) Argentine : FESPROSA, la fédération syndicale des professionnels de santé argentins, estime qu'avec la récente prolongation des crédits accordée à l'Argentine, le gouvernement et la Banque mondiale cherchent à « [favoriser la privatisation du système public de santé argentin](#) et font du chantage aux provinces pour les inciter à l'accepter ».

24) Brésil : Le Président [Temer a approuvé la vente des actions de l'entreprise publique de distribution d'électricité de São Paulo, Eletropaulo, détenues par le secteur public](#). « Le Président a autorisé **l'intégration des actions dans le programme national de privatisation** et la banque de développement BNDES sera responsable du processus de vente ». [Le groupe italien de l'énergie Enel a acheté 73% de l'entreprise](#). « Par cette acquisition, Enel devient le principal distributeur d'électricité du Brésil, passant devant l'entreprise CPFL Energia appartenant aux Chinois, après avoir également racheté CELG Distribuição et remporté l'enchère publique pour la centrale électrique Volta Grande – **le tout en l'espace de 18 mois** ».

25) Brésil : Le dirigeant d'Aneel, l'entreprise nationale de régulation de l'électricité du Brésil, **n'est toujours pas complètement favorable au projet de privatisation d'Eletrobras, affirmant qu'elle aura un effet considérable et prolongé sur les tarifs de l'électricité**. « La vente d'actifs a permis de remplir les caisses du gouvernement, mais a fini par augmenter les prix de l'électricité, explique le Président d'Aneel, Romeu Rufino, suite à l'approbation d'une hausse de 16% des prix de l'électricité à l'entreprise de distribution Copel. [Si le](#)



[gouvernement vend des actifs avec des investissements amortis, il doit répercuter les économies réalisées sur les tarifs de l'électricité au consommateur](#), a-t-il précisé ».

26) Canada : Le Nouveau Parti démocratique de l'Ontario (NDP), qui [vient de devenir l'opposant officiel de la province](#), a construit sa campagne sur la promesse « **d'allouer les financements versés par le gouvernement exclusivement à des prestataires de services publics à but non lucratif, [annonçant un changement radical en matière d'élaboration des programmes du gouvernement](#)**. Le NDP a beaucoup attiré l'attention sur son **engagement à racheter la moitié privatisée d'Hydro One**, mais pour le parti c'est seulement une façon de **réduire le rôle du privé dans le secteur public** (...) En plus d'empêcher largement les entreprises à but lucratif d'offrir des services financés par les contribuables, **le NDP fait le serment de mettre fin aux projets de partenariats public-privé auxquels il est souvent fait appel pour construire des hôpitaux** et d'autres infrastructures, **et de développer 'comme jamais' les centres de santé locaux à but non lucratif**, en guise d'alternative aux cabinets des médecins privés ». **Fred Hahn, le Président du syndicat de la fonction publique Canadian Union of Public Employees pour l'Ontario**, « précise que les données universitaires montrent sans équivoque que les services sociaux et de santé sont mieux dispensés par des acteurs à but non lucratif. C'est également un principe », souligne-t-il.

27) El Salvador : Les évêques demandent des lois en faveur du droit humain à l'eau, et [une législation préventive contre la privatisation des sources d'eau](#), ajoutant que le fait de « confier l'eau à des entreprises privées est 'absolument contraire à la démocratie'. Les législateurs du Salvador ont lancé le débat sur la loi nationale de l'eau. Certains d'entre eux souhaitent une plus grande participation du secteur privé dans la gestion de l'eau du pays. (...) 'Il appartient à l'État de se porter garant légitime du droit à l'eau pour tous', déclarent les évêques salvadoriens dans leur courrier. Ainsi, le comité qui contrôle une telle garantie doit être doté d'une représentation citoyenne équitable et solide ». Des opposants [se sont ralliés contre le projet de privatisation](#). « Le principal point de désaccord, note *El Nuevo Diario*, est l'intention des partis de droite d'accepter des représentants des entreprises privées au sein de l'Autorité nationale de l'eau, [avec un nombre de voix qui, d'après les organisations sociales, leur permettrait de contrôler le domaine de l'organisation](#) ».

28) États-Unis : Les syndicats du secteur public se sont prononcés contre la violence des politiques et du traitement que Trump réserve aux migrants, notamment contre le fait de séparer les familles, car ces mesures ne font qu'[enrichir](#) les prestataires privés, les prisons privées motivées par la rentabilité, les sous-traitants militaires, [et certaines ONG](#). Le président de l'AFT, **Randi Weingarten**, a déposé une plainte officielle auprès des Nations Unies le 20 juin, [qualifiant l'odieuse politique d'immigration de « violente et traumatisante »](#). L'**AFSCME** a cosigné la plainte au Haut-Commissariat aux droits de l'homme ; le **Président Lee Saunders** déclare que « cette politique inhumaine est un choix cruel qui ne nous permet pas de vivre davantage en sécurité et qui ne nous grandit pas. [Aucune loi ne prescrit de traumatiser les enfants, ce n'est que la prérogative de ce Président](#) ». Les membres du syndicat des employés des services, **Service Employees International Union**, ont participé à des actions organisées dans l'ensemble du pays, [en demandant à Trump de « cesser immédiatement de séparer les enfants et les jeunes immigrants de leur famille](#), d'enquêter et de s'expliquer sur les allégations de mauvais traitements d'enfants dans les centres de détention pour migrants ».

La fédération des employés du gouvernement **American Federation of Government Employees (AFGE)** [signale que](#) « l'afflux considérable de nouveaux détenus **va aggraver les problèmes des prisons qui manquent déjà de personnel, ce qui met en danger la vie** des personnels pénitentiaires, des prisonniers et des détenus eux-mêmes, ainsi que des populations avoisinantes. **La section syndicale pénitentiaire de l'AFGE**, qui représente plus de 33.000 employés du Bureau des prisons à travers le pays, exhorte le Congrès d'augmenter les effectifs et s'est opposée à **la décision de l'administration de supprimer 6000 postes dans les infrastructures carcérales**. 'Les hommes et les femmes qui travaillent au Bureau des prisons risquent leur vie tous les jours lorsqu'ils arrivent au travail, et maintenant **on leur demande de se mettre encore plus en danger**

en surveillant une population toujours plus nombreuse sans formation adéquate, ni soutien, ni planification, déplore le **Président du Conseil, Eric Young**. Comment nos agents peuvent-ils protéger et s'occuper de ces détenus quand ils ont déjà à peine assez de ressources pour surveiller les prisonniers dont ils ont actuellement la charge ?' »

29) États-Unis : Un nouveau rapport publié par la [California Reinvestment Coalition](#) révèle un problème de **racisme systématique généralisé au sein du système privatisé du recouvrement de la dette publique**. [Jeremy Mohler, de l'organisme In the Public Interest, déclare](#) : « En d'autres termes, les comtés californiens imposent des amendes et des redevances excessives aux résidents les plus pauvres, pas tant pour financer le gouvernement que **pour enrichir une poignée d'entreprises**. (Il est important de noter que deux entreprises, AllianceOne et GC Services, détiennent la majeure partie des contrats et qu'elles ont fait l'objet de poursuites dans d'autres États pour [infractions aux heures supplémentaires](#) et pour l'envoi [de rappels de recouvrement illégaux](#)) ».

30) États-Unis : L'organisation **Partnership for Working Families** (Partenariat pour les familles qui travaillent), qui a récemment coécrit [un nouveau rapport sur le pouvoir unique des villes de réaliser des changements progressistes](#), a lancé le programme « [We Make This City](#) » (Nous faisons cette ville), dans le cadre d'une campagne nationale menée dans dix villes « **en faveur d'institutions, de structures et de services contrôlés par les collectivités locales et appartenant au secteur public**. Nous luttons pour veiller à ce que chacun ait accès aux systèmes et aux structures nécessaires pour vivre pleinement et sainement sa vie. Il s'agit des systèmes de transports qui nous relient au travail, aux écoles et aux services, de la capacité de se loger dans les villes que nous aimons, d'accéder à l'eau potable et à l'énergie, et de permettre aux travailleurs qui rendent tout cela possible de s'organiser. Les **infrastructures publiques** nous connectent tous les uns aux autres et devraient répondre aux besoins des personnes, et non enrichir les entreprises. (...) Tandis que nous nous battons pour satisfaire nos besoins essentiels, les entreprises défendent leurs intérêts et nous font croire qu'elles sont la solution à notre problème. [Les entreprises privées s'emparent de nos routes, de notre eau et de nos écoles – les fondements de nos villes – pour créer davantage de bénéfices pour elles-mêmes, ce qui ne nous apporte rien](#). Les riches s'enrichissent et nos populations souffrent ».

31) États-Unis : La ville de **Chicago, qui a connu une des pires opérations de privatisation d'infrastructure de l'histoire** suite à la vente des recettes de la municipalité issues des parcmètres, [est sur le point de signer un nouvel accord de partenariat public-privé désastreux](#) avec le patron de Tesla, Elon Musk, pour construire un train express souterrain allant du centre-ville jusqu'à l'aéroport international O'Hare. « **Plusieurs décennies de baisses d'impôts au nom de l'austérité ont réduit les dépenses allouées aux infrastructures à tous les niveaux** du gouvernement américain. Alors que les routes, les transports, les écoles et les systèmes d'eau s'effondrent sur l'ensemble du territoire américain, **un secteur florissant d'investisseurs de capitaux propres privés, de géants de la construction et de compagnies d'eau mondiales trouve son bonheur dans les partenariats public-privé, c'est-à-dire le financement privé** ».

32) Mexique : **Les entreprises privées se préparent à entrer dans le secteur de la santé**. « Le Mexique va sûrement suivre la voie du Brésil, où il n'y avait pas de privatisation de cliniques ou d'hôpitaux, mais où l'investissement privé était privilégié pour construire les infrastructures », note **Jaime Salazar**, le Président d'[UBM London](#), une entreprise spécialisée dans l'organisation d'événements dans le domaine commercial, y compris dans le secteur de la santé. « Au Mexique, l'investissement public dans le secteur de la santé représente environ 3,2% du PIB, d'après les rapports de l'OCDE. Si nous suivons le modèle brésilien, **l'investissement dans les cliniques et les hôpitaux va quadrupler au cours des six prochaines années**, indique-t-il. Dans le cadre du diagnostic que nous avons réalisé pour investir dans le secteur médical mexicain, nous avons discuté avec des législateurs, et même avec des associations d'hôpitaux privés, et **nous pensons que cette réforme sera encouragée une fois que les élections de juillet seront passées** ». [CE *NoticiasFinancieras*, 20 juin 2018].

33) Mexique : *The Economist* craint qu'[Andrés Manuel López Obrador mette fin à la privatisation de l'éducation](#), et reproche au syndicat des employés de l'enseignement, la **Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación (CNTE)**, d'avoir trop de pouvoir. « Ce qui menace le plus les réformes, cependant, provient de M. López Obrador. Remportant les élections avec 25 points de pourcentage de plus que ses adversaires, il a promis le 13 mai que 'la prétendue réforme de l'éducation serait annulée'. Il a également demandé justice pour 'les prisonniers politiques' – comme s'appellent eux-mêmes les responsables syndicaux incarcérés pour corruption. Il affirme que la loi ouvre la voie à la privatisation des écoles et que les États pauvres comme celui d'Oaxaca ne devraient pas se voir imposer les normes nationales ».

34) Mexique : Les experts mettent en garde contre les mesures qu'ils considèrent comme [un prélude à la privatisation de l'eau à Jalisco](#). « Pour sa part, le **chercheur José Antonio Gómez Reyna** explique que l'interdiction aujourd'hui levée visait à protéger l'intérêt social face à la disponibilité limitée de l'eau des bassins, et il garantit aujourd'hui **la sécurité juridique aux entreprises transnationales afin qu'elles puissent fonctionner librement**. 'La question est de savoir qui sera propriétaire du fleuve Lerma Santiago, du lac Chapala, et du Río verde', demande-t-il ». Le parti [PT-Moreno a promis de demander une injonction](#) contre le décret exécutif fédéral dont l'objectif est « d'encourager les entreprises qui soutiennent l'exploitation des bassins hydrographiques ».

35) Pérou : Une [grève partielle des enseignants](#), qui demandent une hausse de salaire et de meilleures conditions de travail, [est actuellement en cours](#). Une des questions soulevées lors de la négociation porte sur la possibilité de recourir à la « [privatisation de l'éducation par le biais de PPP](#) ».

36) Sainte-Lucie : **Le Président de la fédération syndicale Saint Lucia Trade Union Federation (TUF), Julian Monroe**, « [fait part de son opposition à la privatisation des services de santé et d'autres services sociaux, soutenant que les syndicats ont la responsabilité de contester de telles mesures](#). 'En observant la situation depuis une trentaine d'années, nous constatons que les syndicats subissent de graves attaques et que la tendance générale actuelle à travers le monde est de privatiser les services publics tels que la santé et l'éducation' ». Monroe « s'était déjà exprimé lors de la conférence des délégués du syndicat de la fonction publique *Saint Lucia Civil Service Association (CSA)* sur le thème 'Sauvegarder les droits des travailleurs dans un environnement en pleine mutation'. Monroe a déclaré que **les travailleurs, et plus particulièrement les travailleurs pauvres, souffriraient si les services sociaux étaient privatisés** ».

## Europe

Les militants et les syndicalistes demandent la nationalisation du secteur de l'eau – sans compensation – 29 ans après sa vente au privé. Des militants de We Own It, le groupe de pression britannique en faveur des services publics, et des syndicats tels que Unison et UNITE, ont pris part à une « [splash mob](#) » pour attirer l'attention sur les montants faramineux versés aux directeurs et aux actionnaires des compagnies d'eau – alors que les prix augmentent pour les usagers. [Vidéo : <https://youtu.be/-xMaXeR0sNk>]

37) Allemagne : À l'occasion de la **Journée mondiale de la fonction publique des Nations Unies**, la Directrice adjointe de la **Confédération syndicale allemande (DGB)**, Elke Hannack, a plaidé en faveur d'une [politique du personnel prévoyante de la part des employeurs du secteur public](#), consistant notamment à embaucher plus de personnel et à le former, et à proposer des conditions de travail attrayantes et des salaires intéressants. La DGB a appelé à « une politique des ressources humaines capable d'anticiper ». **Pendant de nombreuses années, la fonction publique allemande s'est caractérisée par la privatisation et les suppressions d'emplois**. Le 22 juin, le Bureau fédéral des statistiques a déclaré que **d'avantage de personnel avait été embauché dans la**



**fonction publique**, soit 47.500 employé-e-s de plus que l'année précédente, pour un total général de 4.740.000 de fonctionnaires.

38) Belarus : [Les investissements japonais privés sont sur le point de faire leur entrée dans le secteur de la santé](#). « Le Ministre biélorusse de la Santé indique que son pays souhaiterait inviter les entreprises japonaises à prendre part à l'amélioration des établissements qui dispensent des services aux personnes ayant des besoins spécifiques, des centres de rééducation et des entreprises pharmaceutiques. Le Japon peut considérer que le Belarus représente une grande opportunité d'ouverture sur l'Union économique eurasienne », déclare le Ministre Valery Malashko ».

39) Espagne : Les personnels auxiliaires hospitaliers ont entrepris [une action revendicative pour protester contre l'externalisation](#) à l'hôpital Infanta Margarita, à Cordoue. « Presque tous les techniciens de maintenance de l'hôpital se sont enfermés pendant 24 heures dans une salle du centre hospitalier, comme dans d'autres provinces andalouses », suite à l'appel lancé par l'association des personnels de maintenance **Asociación de Profesionales de Mantenimiento del SAS (Apromansas)**, pour manifester leur mécontentement à l'égard de la situation et leur opposition à la privatisation.

40) Espagne : **La fédération des services publics Federació de Serveis Públics de l'UGT-PV a lancé un appel à la grève illimitée aux ambulances** de la Communauté valencienne pour « rupture de l'accord » conclu au tribunal d'arbitrage en juin dernier au sujet d'une convention collective « équitable ». Les faits reprochés portent sur **ce que le syndicat qualifie de « privatisation déguisée »**, qui contraste avec la politique de réversion pratiquée dans ce secteur.

41) France : [Une nouvelle série de batailles s'annoncent en France autour du programme de privatisations](#). Le gouvernement de Macron [prévoit de céder les participations qu'il détient dans le groupe aéroportuaire \(ADP\), le groupe énergétique Engie et le monopole d'État des jeux de loterie, la Française des Jeux](#). « Le projet de privatiser ADP (ex-Aéroports de Paris) se révèle également litigieux car le gouvernement a dû décider s'il voulait continuer de contrôler le foncier, dont ADP est propriétaire au titre d'une licence perpétuelle. (...) **Vinci**, le groupe français de la construction et des infrastructures, détient 8% d'ADP et apparaît comme **un soumissionnaire probable pour toute participation cédée par l'État** ». Mais les « [groupes d'opposition montent déjà au créneau](#). D'après Marine Le Pen, la Présidente du parti d'extrême droite Rassemblement national, il est 'insensé' d'essayer de privatiser ADP, tandis que le dirigeant d'extrême gauche **Jean-Luc Mélenchon promet de nationaliser toutes les grandes entreprises publiques si son parti arrive un jour au pouvoir** ».

42) Grèce : Le gouvernement signe **un nouvel accord draconien assorti de mesures d'austérité et de privatisations** avec les institutions européennes et le Fonds monétaire international, et [la population se demande quand la souffrance finira](#). « Les adversaires politiques de M. Tsipras, qui gagnent du terrain dans les sondages d'opinion, font remarquer que le pays restera sous la supervision de l'étranger pendant les années à venir et sera soumis à une austérité rigoureuse, sous la forme d'un paquet de mesures récemment approuvé par le Parlement comprenant **des réductions supplémentaires des retraites, des augmentations d'impôts et la privatisation d'actifs de l'État**. Ce point de vue est souvent partagé par les citoyens grecs. 'Quelle sortie de crise ? C'est une condamnation à perpétuité, déplore Giorgos Amanatidis, un retraité athénien de 67 ans. Des impôts, encore des impôts, toujours des impôts. Où est la lumière au bout du tunnel ? Quel avenir vont avoir mes petits-enfants dans ce pays ?' [Le rythme des privatisations s'accélère ces derniers temps](#). Une analyse des **effets néfastes des privatisations sur l'économie grecque** figure dans le document « [How Greece's Busiest Port Reveals the Perils of Privatization](#) » (Le port le plus actif de Grèce témoigne des dangers de la privatisation), par Alexander Saeedy.

43) Portugal : Les employés des aéroports [exigent une meilleure protection suite aux récentes agressions d'employés perpétrées par des passagers](#). « Les représentants du personnel de manutention (qui fournit une

assistance dans les aéroports) pensent que cette hausse des conflits est due à deux phénomènes : 'la croissance exponentielle des passagers inadaptée aux infrastructures aéroportuaires' et **la transformation du marché provoquée par la 'privatisation des compagnies et des entreprises' et la 'réduction et la précarisation de la main-d'œuvre' ».**

44) Royaume-Uni : **Dave Prentis, le Secrétaire général d'UNISON**, écrit que « [le parti travailliste doit s'engager à inverser totalement le processus de privatisation des services publics](#) ». D'après lui, « pendant de nombreuses années, **l'avenir de notre pays a été vendu aux enchères dans la quête d'un dogme absolutiste selon lequel le profit privé est plus important que le bien commun. UNISON s'est toujours opposé aux personnes qui cherchent à tirer profit des services publics**, en s'efforçant de mettre fin à un système de main-d'œuvre à deux vitesses, qui se transforme très rapidement en système à plusieurs vitesses. Dans de trop nombreux lieux de travail, les employés accomplissent les mêmes tâches que leurs collègues, mais avec une multitude de différences en termes de salaire, de congés annuels, d'indemnités de maladie et de modalités de retraite ».

45) Royaume-Uni : Le syndicat des enseignants [NEU proteste contre les mesures prises par l'Ofsted, l'organisme chargé des normes éducatives](#), qui a annoncé deux mois après une inspection que l'école John Roan était jugée « inadaptée et comportant de graves déficiences ». **La section syndicale locale de NEU-NUT de Southwark** affirme : « Nous estimons, en tant que personnels dévoués, qu'il s'agit d'un jugement injuste et nous ne l'acceptons pas. Nous sommes punis par un gouvernement qui prive nos écoles de fonds et qui crée une telle crise que les enseignants s'en vont en masse et que nos écoles s'effondrent sous la pression. Nous faisons de notre mieux compte tenu des circonstances. (...) Les mêmes **enseignants et personnels auxiliaires** que ceux qui travaillaient avec le précédent responsable, Des Malone, et qui étaient alors considérés comme 'bons' s'entendent maintenant dire qu'ils ne le sont plus. Comment cela est-il possible? Ce jugement **permet au Secrétaire d'État d'émettre une ordonnance** immédiate et c'est l'University Schools Trust (UST) qui a été préféré comme bailleur de fonds. **C'est un acte cynique de la part d'un gouvernement qui ne cesse de favoriser la privatisation pour fragiliser nos écoles et qui déclare ensuite qu'elles ne sont pas performantes** ».

46) Royaume-Uni : Suite à l'amende de [120 millions GBP imposée à la compagnie d'eau Thames Water par l'autorité britannique de réglementation pour n'avoir pas remédié au problème des fuites d'eau](#), les opposants **demandent que le système d'eau redevienne une régie municipale**. « Mais si le Ministre pense qu'il suffira d'une simple tape sur les doigts pour que Thames Water répare ses torts – ou même ses canalisations – c'est qu'il n'a pas bien évalué la situation. Une compagnie **ayant le monopole de l'approvisionnement en eau de la capitale**, qui a réalisé des **bénéfices d'exploitation de plus de 600 millions GBP l'an passé** et qui a versé des milliards de dividendes aux actionnaires privés tout en faisant plus que doubler sa dette à long terme (qui s'élevait à 10 milliards GBP en 2016) **ne sera guère affectée par une amende de quelques millions**. (...) Les propriétaires de Thames Water – un cercle anonyme composé de caisses de retraite canadiennes, de fonds d'investissement d'Abou Dhabi et du Koweït, de BT et de la société d'investissement China Investment Corporation – peuvent dormir sur leurs deux oreilles en ayant la certitude que **le système privatisé d'approvisionnement en eau d'Angleterre et du pays de Galles continuera de payer**. (...) L'eau appartient à tout le monde et son approvisionnement est un monopole naturel. **Reprenons ce qui nous appartient** ».

47) Royaume-Uni : Le Parlement britannique a publié [une autopsie ravageuse](#) sur l'effondrement de la grande entreprise sous-traitante de services publics Carillion, qui est à l'origine de la perte de milliers d'emplois, [de l'exploitation des sous-traitants](#) et des tensions à l'encontre des services publics, en concluant « [l'affaire Carillion risque de se reproduire, et bientôt](#) ». Owen Jones [écrit](#) dans le *Guardian* : « Tant que notre gouvernement ne déchirera pas ces contrats et ne décidera pas de ramener tous ces services dans le secteur public, il y aura encore beaucoup d'autres Carillion ». [\[Intégralité du rapport\]](#). Le *Financial Times* a également publié [une](#)

[accusation approfondie et accablante sur la gestion menée par les dirigeants de Carillion](#), et sur les pratiques comptables douteuses prétendument encouragées par ses comptables externes.

48) Royaume-Uni : L'hôpital Good Hope, situé à Sutton Coldfield, [sera le premier hôpital du pays à être administré par une entreprise privée](#). « Les deux derniers soumissionnaires en lice sont des entreprises privées. Le nouveau directeur de l'hôpital sera issu de l'organisation qui l'emportera. Les entreprises ont été choisies parmi une liste d'organisations que **le gouvernement considère aptes à prendre le contrôle des hôpitaux défallants**. Les deux entreprises en question sont Secta et la société canadienne Interhealth, propriétaire d'un nouvel hôpital à Abou Dhabi ».

*[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*